



LETTRES PATENTES DU ROI,

*Rue
Corte*

Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, portant suspension des procédures relatives aux dédommagemens dûs, à raison des dégâts sur les Terrains & Marais desséchés; & attribution aux Directoires des Districts, pour régler ces dédommagemens.

Données à Saint-Cloud, le 18 Juin 1790.

LOUIS, par la grace de Dieu, & par la Loi constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. L'Assemblée Nationale, instruite des vives poursuites judiciaires qui se font dans plusieurs lieux du Royaume, & notamment dans le district de Paimbœuf, département de la basse Loire, à l'occasion des dégâts qui ont récemment eu lieu sur les terrains

2

afféagés & les marais desséchés depuis quelques années, a décrété le 14 de ce mois, de Nous prier d'ordonner, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

LES procédures relatives aux dédommagemens qui peuvent être dûs, à raison des dégâts sur les terrains afféagés & les marais desséchés depuis quelques années, seront suspendues.

I I.

COMMETTONS les Directoires de district pour régler lesdits dédommagemens dans les différens cantons du Royaume où ces dégâts ont eu lieu ; à l'effet de quoi les Directoires de District pourront, s'il est besoin, nommer parmi leurs Membres, des Commissaires qui se transporteront sur les lieux, vérifieront les dégâts, apprécieront les indemnités ; & aussi-tôt après le paiement de celles-ci, les procédures demeureront absolument éteintes.

I I I.

COMMETTONS le premier Juge du Tribunal existant dans chaque ville de District, ou s'il n'y en a pas, du Tribunal de la ville la plus voisine, pour régler sans frais, les mémoires des procédures déjà faites, afin que le montant en soit réparti & payé de la même manière que les indemnités.

I V.

ENJOIGNONS généralement à tous les citoyens trompés qui ont commis des dégâts, le respect pour les propriétés qui sont toutes sous la garde de la Loi, sauf à eux à se pourvoir dans les Tribunaux & par les voies légales, s'ils croient avoir des droits sur les prairies, les terrains afféagés & les marais desséchés.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux ,
Corps administratifs & Municipalités , que les Pré-
sentes ils fassent transcrire sur leurs Registres , lire ,
publier & afficher dans leurs Ressorts & Départe-
mens respectifs , & exécuter comme loi du Royaume.
En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner
cesdites Présentes , auxquelles Nous avons fait appo-
ser le Sceau de l'Etat. A Saint-Cloud , le dix-huitieme
jour du mois de Juin , l'an de grace mil sept cent quatre-
vingt-dix , & de notre regne le dix-septieme.
Signé LOUIS. *Et plus bas* , Par le Roi , DE
SAINT-PRIEST. Et scellées du Sceau de l'Etat.

M. l'abbé de la Roche-Aymon, à son Excellence
Monsieur le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris,
le 15 Mars 1713. Monsieur le Cardinal, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint les deux Registres, l'un
publié & inséré dans le Journal de Trévoux, l'autre
non publié, & en même temps le Journal de Trévoux
du 15 Mars 1713. Vous avez signé & fait contresigner
ces deux Registres, auxquelles Nous avons fait appo-
ser le Sceau de l'Etat. A Saint-Cloud, le dix-huitième
jour du mois de Juin, l'an de grâce mil sept cent treize.
vingt-dix, &c. de notre règne le dix-septième.
Signé LOUIS. Au plus bas, par le Roi, de
SAINT-PIERRE. Et scellés du Sceau de l'Etat.